



## **Déclaration préalable CTSD assistance éducative du jeudi 17 juin 2021**

En Cette fin d'année, M. Blanquer promet des jours heureux à la communauté éducative, grâce au Grenelle de l'éducation. Il s'est rapidement avéré n'être qu'un jeu de dupe, un vaste cirque médiatique .Au lieu de la revalorisation historique promise, c'est le renoncement à la loi de programmation pluri-annuelle qui est annoncé, assorti d'annonces de transformations profondes et inquiétantes du système éducatif, de redéfinitions de nos métiers.

La FSU rappelle ses demandes : une réelle revalorisation, sans contrepartie, qui passe par le dégel de la valeur du point d'indice, la reconstruction des grilles et la revalorisation immédiate notamment pour les débuts de carrière. Une revalorisation significative pour les contractuels, les AED et les AESH doit rapidement être engagée.

De même, le ministère prétend développer une gestion plus humaine des personnels. Ses décisions, annoncées au détour des médias ont pourtant démontré le contraire, tout au long de la gestion de la crise sanitaire, comme le montrent les changements incessants et brutaux du protocole sanitaire. Ainsi, les collèges ont appris le vendredi 28 mai le retour « progressif » en classe entière des quatrièmes et troisième le lundi suivant. Comme les fois précédentes, le renvoi au local a provoqué des situations inégales selon les collèges et accentuer la colère des personnels, obligés en un week-end d'à nouveau adapter leur pédagogie.

Que dire par ailleurs, de la volonté de maintenir à tout prix les épreuves terminales, y compris en inventant des bricolages plus farfelus les uns que les autres, comme le montre l'exemple de l'épreuve de philosophie. Enfin, alors que les épreuves débutent la semaine prochaine, de nombreux professeurs n'avaient toujours pas reçu leur convocation le lundi 14 juin. Ces retards sont inacceptables et démontrent encore une fois l'absence de prise en considération des personnels.

En cette année particulière, les vies scolaires ont particulièrement été touchées. Alors que le nombre d'AED est insuffisant, elles ont vu leur charge de travail s'alourdir. Depuis décembre, les personnels de Vie scolaire se mobilisent contre la précarité, pour de vraies perspectives d'avenir, de meilleures conditions de travail et un vrai salaire. Leurs conditions d'exercice sont inacceptables : contrats d'un an renouvelable dans une limite de 6 ans, temps partiels parfois imposés, salaires largement insuffisants, temps de formation insuffisant. La FSU exige que les revendications légitimes des AED soient entendues et soutiendra les mobilisations nécessaires à leur satisfaction.

Concernant tout particulièrement ce CTSD, comme Les années précédentes, les moyens de vie scolaire stagnent alors que les conditions d'encadrement des élèves ne cessent de se dégrader. Face à une croissance démographique de plus de 1058 élèves, la rentrée se fera à moyens constants et sans possibilité d'ajustements.

Certains collèges fonctionnent ainsi avec un nombre d'ETP qui n'a pas évolué depuis plusieurs années, alors que le nombre d'élèves a fortement augmenté. Cela aboutit à de profondes disparités. Certains collèges accueillant désormais plus de 500 élèves, bénéficient d'un nombre d'aed inférieur à d'autres dont les effectifs sont pourtant moins importants. Cette situation est aggravée, dans des collèges comme le collège Georges Mandel par l'absence de principal adjoint.

La situation est tout aussi préoccupante dans les lycées qui enregistrent pour certains une très forte croissance démographique. Nous alertons à nouveau sur le cas du lycée Michel Ange de Villeneuve-la –Garenne qui a perdu l'équivalent d'un demi ETP en 2019. De même nous interrogeons sur la situation du lycée Simone Weil de Boulogne Billancourt qui doit avec une enveloppe constante, accueillir plus de 100 élèves supplémentaires. L'absence d'adjoint rend de plus la charge de la CPE intenable.

A enveloppe constante, il n'est pas possible de gérer la pénurie en déshabillant Pierre pour habiller Paul. La FSU 92 dénonce donc une enveloppe insuffisante, qui plus est, dans un contexte où le service public d'éducation a montré sa capacité à pallier l'absence de soutien et de cohérence du ministère de l'Education nationale. Une nouvelle rentrée dans des conditions dégradées, alors que les personnels sont épuisés, ne pourra que provoquer la colère.

Cette politique qui consiste à réduire les moyens à tous les niveaux démontre que le gouvernement, derrière un discours de façade, n'a aucune considération pour la jeunesse qui a pourtant profondément souffert de la crise sanitaire. Mal encadrés, entassés dans des classes surchargées, les élèves sont donc sacrifiés par un gouvernement qui considère que l'éducation est un coût et non une richesse.

La FSU remercie enfin les personnels des services pour le travail qu'ils ont effectué pour permettre la tenue de cette instance